CE MONDE QUI BOUGE

Dix ans après, la réconciliation et l'oubli

Par Hassane Zerrouky

C'était en mars 2013. Devant la Grande-Poste, sur la rue Abdelkrim-al-Khettabi, héros du Rif, l'association Djazaïrouna (familles des victimes du terrorisme) avait affiché sur deux grands panneaux les photos de quelque 300 jeunes femmes assassinées, la plupart à l'arme blanche, en 1994-1997 dans les villes et villages de la Mitidja, l'arrière-pays d'Alger. J'étais avec Nadir Benseba, décédé l'an dernier dans un accident de voiture, l'un des journalistes du *Matin* qui avait justement couvert les massacres de la Mitidja. Des passants s'arrêtaient, jeunes pour la plupart. «Pourquoi ont-elles été égorgées ?» demandait une étudiante. «Qu'ont-elles fait ?» ajoutait, incrédule, son amie. «Vous portez tort à l'islam en accusant les islamistes», assurait un jeune. Les questions fusaient.

Cherifa Kheddar, présidente de Djazaïrouna, elle-même rescapée d'une tuerie fomentée par le GIA (Groupe islamique armé pour ceux qui ont oublié), et dont la sœur avocate avait été assassinée à Blida par ce même groupe, expliquait inlassablement aux jeunes ce qui s'était passé, disant que ce qui était arrivé ces années-là pourrait se reproduire à tout moment. J'étais stupéfié. Pourtant 1995-1997, ce n'était pas si loin.

Je me suis demandé alors si tout ce qu'avait rapporté la presse (pas toute la presse) sur ces crimes à l'époque – la journaliste de télé Rachida Hammadi tuée par balle en mars 1995, Naïma Hamouda, 32 ans, ancienne journaliste du *Matin*, en août de la même année (j'avais écrit les articles leur ayant été consacrés) – et après, avait servi à quelque chose. Plusieurs centaines de milliers de morts entre 1990 et 1998, ça ne devrait pas s'oublier !

Dix ans après l'adoption de la Charte de réconciliation, la culture de l'oubli permis par le pouvoir a fait son œuvre. Naifs qu'on était, on n'avait pas vu que la permissivité des autorités à l'égard de ces «repentis» qui ne se sont jamais repentis – la loi ne leur impose pas de demander pardon à leurs victimes – a fait que leurs crimes ont été oubliés, que non seulement ils sont de retour, occupent l'espace, mais mieux, qu'ils tentent à nouveau d'imposer leurs vues.

Comme si de rien n'était. Madani Mezrag, l'ex-chef de l'Armée islamique du salut (AIS), qui assume publiquement le fait d'avoir tué, sur certains médias complaisants, organise ses universités d'été, et veut à présent créer un parti politique ! N'eussent été les réactions des gardes communaux de huit wilayas du pays, des familles victimes du terrorisme et celles en chaîne des Algériens sur les réseaux sociaux, le pouvoir politique, qui a paru hésiter dans un premier temps, n'aurait sans doute pas opposé une fin de non-recevoir à sa demande de création d'un parti.

C'est cette même permissivité qui a encouragé, par exemple, Abdelfatah Hamadache, autre bénéficiaire de l'amnistie, à s'enhardir, à lancer des anathèmes et autres menaces à l'endroit des intellectuels et journalistes et, mieux, à affirmer que s'il était chef de l'Etat (il y pense certainement), il aurait permis à l'Etat islamique d'Al-Baghdadi d'ouvrir une ambassade à Alger ! D'autres «barbus» du même acabit n'ont-ils pas préconisé l'organisation de milices pour fermer les débits de boissons et interdire le bikini sur les plages ?

Dix ans donc après l'adoption de cette charte, censée être le point de départ d'une nouvelle ère, le terrorisme islamiste, certes affaibli, reste actif. Après les attentats-suicide de 2007, actes qualifiés de «trahison» par le Premier ministre de l'époque Abdelaziz Belkhadem – les islamistes lui avaient-ils promis de rentrer dans le rang ? – des militaires continuent de tomber comme en juillet dernier à Aïn-Defla, parfois des officiers de haut rang (Skikda en août dernier) et ce, sans compter la prise d'otages sanglante d'In Aménas en janvier 2013 ou la tentative de constitution d'une branche algérienne de Daesh, Jund al-Khilafah, qui a signé son acte fondateur par l'exécution d'Hervé Gourdel, il y a tout juste un an. Dix ans après, les familles de disparus – elles existent – exigent également la vérité.

Dix ans après, les ex-djihadistes s'expriment librement alors que la menace persiste à l'intérieur et aux frontières du pays, alors que ceux en mesure de leur porter la contradiction, d'expliquer aux Algériens la dangerosité des thèses de Daesh, sont interdits de parole.

Au point où l'on parle plus de la répression israélienne envers les Palestiniens – certes il faut la dénoncer avec force – que des crimes de Daesh et des soutiens dont il bénéficie de la part de certains régimes arabes.

H. Z.

IL RÉUNIRA LES MOUHAFEDH SAMEDI ET LE COMITÉ CENTRAL DIMANCHE

Revoilà Ammar Saâdani !

Ammar Saâdani refait surface ! Quatre mois après une étrange éclipse et son absence totale de la scène politico-médiatique — lui, comme son parti d'ailleurs — le secrétaire général du Front de libération nationale revient dès ce samedi 3 octobre avec sa toute première activité post-dixième congrès, à savoir une réunion des mouhafedh à l'hôtel El-Aurassi à Alger. Cela, à la veille de la session du comité central.

Photo : Samir Sid

Ammar Saâdani, secrétaire général du FLN.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Rentré dimanche dernier des Lieux-Saints, après avoir passé tout l'été entre Paris et Barcelone, Saâdani devait entamer sa rentrée politique par une réunion du groupe parlementaire du FLN, initialement programmée pour hier. «Mais sur instruction du Président, tout était remis en cause. C'est le Président qui a enjoint au secrétaire général de renoncer à la mode de désignation pour les postes de vice-président et de président de commissions permanentes au niveau de l'Assemblée. Il est hors de question de provoquer des remous au sein du groupe majoritaire à la veille de la révision de la Constitution. Du fait de l'annulation des désignations, la réunion du groupe parlementaire n'a donc plus raison d'être», nous révèle une source sûre.

Cela étant, tous les regards sont braqués sur la réunion du comité central, dimanche prochain, en sa première session d'après le 10e congrès. D'où son importance. Ce sera au cours de cette session qu'effectivement, l'on procédera à la désignation du futur bureau politique du parti. «La perspective d'y figurer intéresse, au moins, une centaine de postulants parmi les 500 membres que compte le nouveau comité central», nous confie-t-on encore. Or, une seule certitude pour le moment : «Il y aura énormément de déçus à la fin. A commencer par les actuels ministres, quatorze au total.»

En effet, et sur instruction de Bouteflika datant de 2013 et toujours en cours, aucun membre du gouvernement n'est autorisé à figurer au bureau politique. Selon notre source aussi, les membres du bureau politique seront au nombre de 19. «Il y aura beaucoup de départs parmi les anciens membres du BP. Seuls quelques-uns seront, à coup sûr, reconduits comme l'ancien mouhafedh d'Alger Ahmed Boumehdi, le chef du groupe parlementaire au Sénat, Abdelkader Zehali, le secrétaire général de l'Union des paysans algériens, Mohamed Allioui. Sont également fort présentés quelques autres anciennes figures du parti comme Mustapha Mazouzi et Sadek Bouguettaia», nous confie-t-on encore. Fortement contestés, notamment à l'occasion du 10e congrès, les hommes d'affaires n'en feront également pas partie, à l'exception de Yahia Hassani qui garderait son actuel poste de chargé des relations internationales mais sans être membre de la structure de manière formelle. «Quant au reste, il ne faut pas s'attendre à des miracles !» ironise notre source. Plus clairement, il n'y aura aucun changement à la tête du parti, encore moins de spectaculaires décisions. L'ordre du jour est des plus classiques pour la session de dimanche prochain. Avec, notamment, l'installation des cinq commissions permanentes du parti (organique, finance, etc), l'adoption de la composante des membres du bureau politique, l'adoption de la proposition de Saâdani portant constitution d'un front national de soutien à Bouteflika et le tout, l'ensemble des travaux qui dureront une seule journée, auront lieu en présence de la presse. Et, au FLN, quand on lève le huis clos, cela veut dire qu'on a affaire à une simple formalité, le tout ayant été réglé ailleurs et avant l'heure !

K. A.

Bouteflika convoque le Conseil des ministres pour le 6 octobre

Abdelaziz Bouteflika présidera, ce mardi 6 octobre, une importante réunion du Conseil des ministres, apprenons-nous de sources sûres. Ce rendez-vous institutionnel, rendu l'un des plus importants de l'année par la maladie de Bouteflika, faisant qu'ils soient de plus en plus espacés dans le temps, est celui où toutes les décisions lourdes sont annoncées et entérinées de manière officielle. La dernière réunion en date remontant, pour rappel, au 22 juillet dernier. C'était lors de cette réunion qu'avait été adopté l'avant-projet de la loi de finances complémentaire pour 2015, entre autres. Pour ce mardi 6 octobre, de volumineux dossiers sont inscrits à l'ordre du jour. Essentiellement, la loi de finances pour 2016 où il est attendu que Bouteflika tranche définitivement dans les principales mesures prévues par le gouvernement. Sont également prévus une multitude de projets de lois d'une extrême importance comme celle sur l'investissement ou alors la santé.

K. A.

MARCHE DU RCD, CE SAMEDI, À TIZI-OUZOU

Un test de rue pour l'opposition

Tout indique que la marche populaire de ce samedi à Tizi-Ouzou constituera une sorte de «test», pas que pour son parti organisateur, le RCD, mais pour l'opposition entière dont certains membres sont réticents à l'idée de descendre dans la rue.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Au RCD, on est confiant quant à la réussite de la marche prévue après-demain samedi, à Tizi-Ouzou, que ce soit en terme de mobilisation citoyenne qu'au niveau de l'organisation. «Aux quatre coins de la wilaya, les structures du parti sont mobilisées pour drainer le maximum de monde pour cette marche que nous voulons plurielle, ouverte à tous les courants de pensée qui partagent avec nous le souci du développement de la wilaya», soutient le chargé à la communication au niveau du bureau régional du parti que préside Mohcine Belabbas.

Et Mohand Ikharbane de préciser avoir «pris attache avec l'essentiel des acteurs intéressés par la mobilisation entre autres syndicats et groupes organisés et militants politiques, dont ceux du FFS qui partagent et soutiennent l'action». Une action dont les mots d'ordre sont mobilisateurs, citant «le rejet de la violence meurtrière des corps constitués, la dénonciation de l'annulation des grands projets structurants dont a bénéficié la wilaya à l'instar du CHU, mais aussi la réaffirmation encore une fois de notre revendication portant officialisation de la langue amazighe».

Des doléances auxquelles s'ajoutent d'autres problèmes comme, précisera notre interlocuteur, «la rentrée universitaire chaotique, le dysfonctionnement généralisé de toutes les structures de la wilaya où la bureaucratie règne en maître des lieux et la corruption qui devient une constante et un mode de gestion».

Chaque parti, dans une région donnée, a le droit d'initier des actions même celles de rue. Maintenant il se trouve que notre structure de wilaya a jugé utile de se manifester pour dénoncer le déséquilibre et les visées de contre développement dont est victime la wilaya et la Kabylie en général.

Et le RCD, au plus haut niveau, a affirmé que la rue est la seule arme pour contrecarrer les velléités jamais démenties du pouvoir de domestiquer le citoyen.

Quant au danger de dérapages que certains avancent pour justifier leurs réticences à engager des manifestations publiques, Ikharbane soutient que «chacun doit prendre ses responsabilités».

Et d'ajouter «qu'en ce qui nous concerne au RCD, nous les avons toujours prises en matière de mobilisation et d'encadrement. Maintenant c'est aux autres structures d'assumer les leurs et de faire leur travail». Une «pique» à l'adresse de certains membres de l'instance de concertations et de suivi de l'opposition (Icso) dont le RCD est membre, qui nourrissent bien «d'appréhensions» quant à des «risques de dérapages et de récupération» que les actions de rue peuvent engendrer». Pourtant, cette instance a, lors de son dernier sommet fin août, retenu le principe d'actions de rue fortes à l'occasion de la rentrée sociale pour se faire entendre et faire fléchir le rapport de force en sa faveur.

Peut-être que ces réserves et ces craintes «s'amenuiseront» ou «s'élimineront» d'elles-mêmes à la lumière de la réussite ou pas de la marche de ce samedi en termes de mobilisation et d'organisation. Une sorte de baromètre ou de défi que l'appendice du RCD de Tizi-Ouzou compte relever, comme «nous l'avons toujours fait jusqu'ici», commentera à propos Ikharbane. Ce qui donnera à «réfléchir» à ces membres «récalcitrants» et «hésitants» de l'Icso qui tiendra tout prochainement un sommet chez le FJD.

M. K.